

# BULLETIN OFFICIEL

## CONVENTIONS COLLECTIVES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction  
de l'information  
légale  
et administrative



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail,  
de l'emploi,  
de la formation  
professionnelle  
et du dialogue social

Ministère de l'agriculture,  
de l'alimentaire  
et de la forêt

BULLETIN OFFICIEL  
CONVENTIONS COLLECTIVES

# BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

**FASCICULE N° 2014/42 DU 8 NOVEMBRE 2014**

	<u>Pages</u>
<b>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social....</b>	<b>1</b>
<b>Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt .....</b>	<b>43</b>

MINISTÈRE DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

---

## CONVENTIONS COLLECTIVES

### SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2014/42

#### CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
<b>Caisse d'épargne</b> : accord du 30 septembre 2003 relatif au droit syndical.....	3
<b>Caisse d'épargne</b> : avenant du 17 novembre 2005 à l'accord du 30 septembre 2003 relatif au droit syndical.....	9
<b>Caisse d'épargne</b> : adhésion par lettre du 24 octobre 2013 de l'UNSA BPCE à l'accord du 30 septembre 2003.....	11
<b>Caisse d'épargne</b> : adhésion par lettre du 10 septembre 2014 de la CFDT BPCE à l'accord du 30 septembre 2003.....	12
<b>Caisse d'épargne</b> : avenant n° 2 du 23 septembre 2014 à l'accord du 30 septembre 2003 relatif au droit syndical .....	13
<b>Distributeurs conseils hors domicile (boissons)</b> : dénonciation par lettre du 25 septembre 2014 de la FNB de l'accord du 20 juin 2011 et de l'avenant n° 1 du 22 novembre 2011, de l'accord du 15 novembre 2005 et de l'avenant n° 2013-2 du 26 novembre 2013 .....	16
<b>Habillement, mercerie, chaussure, jouet (commerces de gros)</b> : avenant n° 1 du 8 juillet 2014 à l'avenant n° 15 du 16 décembre 2013 relatif à la prévoyance.....	17
<b>Métallurgie (Cher)</b> : avenant du 12 septembre 2014 à l'accord du 12 octobre 2005 relatif à la prévoyance .....	23
<b>Métallurgie (Midi-Pyrénées)</b> : adhésion par lettre du 28 juillet 2014 de la CFE-CGC SIPEM à l'accord du 27 avril 2006 .....	25
<b>Métallurgie (Var)</b> : avenant du 9 septembre 2014 relatif aux taux effectifs garantis annuels et aux rémunérations minimales hiérarchiques pour l'année 2014 .....	26
<b>Papiers-cartons (intersecteurs)</b> : dénonciation par lettre du 24 septembre 2014 de l'UNIDIS de l'accord du 25 octobre 2010 relatif à la formation professionnelle.....	29
<b>Pôle emploi</b> : accord du 8 septembre 2014 relatif à la valeur du point pour l'année 2014....	30
<b>Ports et manutention</b> : accord du 14 mai 2014 relatif à la composition des instances paritaires.....	32
<b>Ports et manutention</b> : accord du 14 mai 2014 relatif à la participation aux négociations collectives nationales.....	35
<b>Ports et manutention</b> : accord du 14 mai 2014 relatif au règlement intérieur CPNE OPMQ .....	37

**Accord professionnel**

**CAISSE D'ÉPARGNE**

---

ACCORD DU 30 SEPTEMBRE 2003

RELATIF AU DROIT SYNDICAL

NOR : ASET1451111M

PRÉAMBULE

Les parties signataires conviennent que la mise en œuvre de la loi du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière et notamment de l'article 16 du chapitre VI sur l'organisation des relations de travail dans le réseau des caisses d'épargne suppose la mise en place de moyens de fonctionnement permettant aux organisations syndicales représentatives d'exercer efficacement leur mission.

Le présent texte exprime donc la volonté de prendre en compte le fait syndical au niveau du réseau dans le but de garantir la qualité du dialogue social.

Les parties reconnaissent que cette qualité est subordonnée à l'existence de représentants syndicaux nationaux qui doivent connaître à la fois le fonctionnement des entreprises ainsi que les principaux métiers de la banque.

Les parties affirmant l'importance qu'elles attachent à la mise en place de règles claires et efficaces pour l'exercice des fonctions syndicales nationales conviennent des dispositions suivantes.

CHAPITRE I<sup>ER</sup>

CHAMP D'APPLICATION

Le présent accord s'applique à l'ensemble des entreprises du réseau mentionnées à l'article 2 de la loi du 25 juin 1999 et à leurs organismes communs, ci-après dénommés entreprises.

CHAPITRE II

REPRÉSENTANTS SYNDICAUX NATIONAUX

La représentation syndicale au niveau national est assurée par les représentants syndicaux nationaux (ci-après RSN) dont la mise en place résulte du présent accord.

La mission du RSN s'exerce :

- à travers la participation aux instances nationales, qui est de la compétence exclusive du RSN ;
- à travers la gestion et l'animation de son organisation syndicale reconnue représentative au niveau du réseau (ci-après OSR).

Tout salarié d'une entreprise comprise dans le champ d'application du présent accord peut être désigné en qualité de RSN par une OSR dans les conditions fixées ci-après.

La désignation est préalable à l'exercice effectif du mandat de RSN.

Cette désignation est effectuée sans limitation de durée par lettres recommandées avec avis de réception auprès de l'employeur du RSN et de la CNCE.

La procédure de retrait de mandat est identique à celle applicable à la désignation.

Le nombre de RSN que peut désigner chaque OSR est égal à 40, auquel s'ajoute le nombre de représentants titulaires correspondant au nombre de sièges dont l'OSR bénéficie dans les instances nationales et la commission paritaire nationale.

Au mois de janvier de chaque année, chaque OSR affecte au RSN un crédit d'heures annuel prévisionnel dans les limites prévues au chapitre IV du présent accord. Elle en informe simultanément l'entreprise du RSN et la CNCE.

### CHAPITRE III

#### INSTANCES NATIONALES CONVENTIONNELLES

Les parties constatent que les instances nationales conventionnelles (ci-après instances nationales) donnant lieu à désignation de RSN au jour de la conclusion du présent accord sont les suivantes :

- commission paritaire nationale contentieuse ;
- sous-commission sécurité ;
- conseil d'administration de la caisse générale de retraites ;
- conseil d'administration de la caisse générale de prévoyance ;
- bureau de la caisse générale de retraites ;
- bureau de la caisse générale de prévoyance ;
- commission paritaire nationale de l'emploi <sup>(1)</sup>.

La représentation des salariés dans l'ensemble de ces instances est réservée aux RSN.

Chaque OSR informe la CNCE et l'entreprise du RSN qui a été désigné pour siéger au sein d'une instance nationale.

Un RSN peut être désigné auprès de plusieurs instances nationales.

### CHAPITRE IV

#### CRÉDITS D'HEURES ALLOUÉS POUR L'EXERCICE DES MANDATS NATIONAUX DÉFINIS AU CHAPITRE II DU PRÉSENT ACCORD

##### **Article 4.1**

##### *Crédits d'heures attribués pour l'exercice des mandats nationaux*

Un crédit annuel de 4 800 heures est attribué à chaque OSR pour la gestion et l'animation de son organisation syndicale.

Un crédit d'heures annuel affecté à la préparation des réunions des instances nationales et de la commission paritaire nationale est fixé à 51 800 heures. La répartition de ce crédit d'heures entre les OSR se fait pour moitié en fonction du nombre de sièges détenus par chacune d'entre elles en CPN et dans les instances nationales et pour moitié en fonction des résultats des dernières élections au conseil de discipline national.

Quelle que soit la date de l'élection au conseil de discipline national, l'ajustement du crédit d'heures annuel intervient le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N + 1. Pour la première application, l'ajustement intervient le 1<sup>er</sup> janvier 2004 si les élections au conseil de discipline national se déroulent avant le 31 mars 2004.

---

(1) Texte modifié par l'avenant du 17 novembre 2005 à l'accord national du 30 septembre 2003 sur le droit syndical dans le réseau des caisses d'épargne.

La totalité des crédits d'heures prévus au présent article est mutualisable par chaque OSR entre ses RSN. L'utilisation de ces crédits d'heures est considérée comme du temps de travail effectif et payé comme tel.

En contrepartie de la mutualisation des heures, chaque OSR s'engage à ne pas dépasser le crédit d'heures global annuel qui lui est affecté. Toutefois, dans l'hypothèse d'un dépassement exceptionnel de son crédit d'heures annuel par une organisation syndicale, la subvention prévue à l'article 6.1 du présent accord est réduite, l'année qui suit le dépassement, du montant correspondant au nombre d'heures pris en charge par la CNCE au-delà du crédit d'heures maximum de l'OSR. A ce jour, la valeur du montant pris en charge fixé par la CNCE est égale à 15,24 € par heure de délégation.

#### **Article 4.2**

##### *Participation aux réunions syndicales statutaires*

Chaque OSR dispose d'un droit annuel à autorisation d'absence de 228,5 jours, soit 1 600 heures qu'elle répartit entre les salariés de son choix pour qu'ils participent à toute réunion syndicale prévue par les statuts du syndicat. Chaque OSR communique à la CNCE ses statuts.

Ce droit annuel de 228,5 jours n'est pas reportable d'une année à l'autre.

Il n'est pas nécessaire d'être RSN pour bénéficier de l'autorisation d'absence.

Ces autorisations d'absence se prennent par journée entière ou demi-journée. La valeur d'une journée équivaut à 7 heures et la valeur d'une demi-journée à 3 heures et 50 centièmes.

Ces autorisations d'absence sont rémunérées comme une période de travail.

Ces autorisations d'absence ne réduisent pas le montant des primes prévues par les accords collectifs nationaux et les accords locaux et le nombre de jours de RTT auquel peut prétendre le salarié qui participe aux réunions syndicales statutaires.

#### **Article 4.3**

##### *Gestion administrative des crédits d'heures et des réunions*

Dans le but d'optimiser la gestion des crédits d'heures et des réunions et d'assurer une couverture en cas d'accident, la procédure suivante est mise en place.

Pour chaque absence prise au titre de la gestion et de l'animation de son organisation syndicale ou pour participer aux réunions syndicales statutaires ou à une réunion d'une instance nationale, le salarié informe préalablement son employeur dans un délai de 24 heures, sauf circonstances exceptionnelles.

A titre dérogatoire, le salarié pour lequel est affecté un crédit d'heures annuel prévisionnel d'au moins 800 heures par son organisation syndicale remet à son employeur un récapitulatif mensuel de ses absences au titre de ses fonctions de RSN.

Les crédits d'heures pris au titre de la gestion et de l'animation de l'organisation syndicale ainsi que les absences prises pour participer à la réunion d'une instance nationale sont considérés comme temps de travail effectif et rémunérés comme tel.

Le temps de trajet pour se rendre aux réunions des instances nationales est rémunéré comme une période de travail ou il peut être récupéré selon les dispositions en vigueur dans l'entreprise du RSN.

#### **Article 4.4**

##### *Remboursement de frais*

Les frais de déplacement, de repas et d'hébergement liés aux réunions des instances nationales organisées à l'initiative de la CNCE sont pris en charge par la CNCE. Ce régime s'applique également aux réunions à l'initiative de la CNCE avec un RSN hors réunions des instances nationales.



Ne sont pas concernés les réunions des conseils d'administration de la CGR et de la CGP, les bureaux de la CGR et de la CGP ainsi que toute autre réunion qui ne figurent pas dans le présent accord.

Les frais de repas et d'hébergement sont remboursés :

- soit sur une base forfaitaire ;
- soit sur la base des frais réels engagés dans la limite d'un montant qu'elle fixe et communique aux OSR. Dans ce dernier cas, chaque demande de prise en charge est accompagnée des justificatifs originaux.

Les frais de déplacement sont remboursés uniquement sur la base des frais réels dans les conditions définies ci-dessus.

La CNCE communique à chaque OSR la note technique applicable qui précise les barèmes et les modalités de prise en charge des frais de déplacement, de repas et d'hébergement.

#### **Article 4.5**

##### *Mandat fédéral et confédéral*

Chaque OSR peut désigner pour une durée de 3 ans maximum, renouvelable, un RSN pour assurer, en dehors de l'entreprise, des fonctions à temps plein ou à mi-temps auprès de sa fédération ou confédération syndicale ou d'une instance interprofessionnelle.

La rémunération du RSN ainsi désigné est prise en charge par l'entreprise du RSN sur la base de 1 600 heures annuelles.

Cette désignation fait l'objet d'une convention entre l'entreprise, la CNCE, l'OSR, le RSN et la fédération ou confédération syndicale ou l'instance interprofessionnelle <sup>(1)</sup>.

Dans l'hypothèse où une OSR ne désigne pas de RSN pour exercer des fonctions à temps plein auprès de sa fédération ou confédération syndicale ou d'une instance interprofessionnelle, les 1 600 heures ou 800 heures annuelles s'ajoutent au crédit d'heures prévu à l'article 4.1 du présent texte.

### **CHAPITRE V**

#### **DÉPLACEMENT DANS LES ENTREPRISES**

Dans le cadre de son mandat défini au chapitre II du présent accord, le RSN peut se déplacer dans les entreprises comprises dans le champ d'application du présent texte selon les modalités suivantes.

Le RSN qui souhaite accéder au local de son OSR dans une entreprise autre que la sienne informe préalablement le directeur des ressources humaines de l'entreprise concernée.

Le RSN qui souhaite se déplacer à l'intérieur d'une entreprise autre que la sienne doit également informer préalablement le directeur des ressources humaines concerné afin que celui-ci permette que ce déplacement se réalise dans les conditions de respect des droits et obligations de chacun, notamment en termes de liberté de circulation.

Afin d'assurer au mieux les conditions de ce déplacement, le RSN s'engage à respecter les règles de sécurité et d'accès définies localement à l'égard des personnes extérieures à l'entreprise.

### **CHAPITRE VI**

#### **MOYENS OCTROYÉS AUX OSR**

Pour permettre aux OSR d'assurer pleinement le rôle qui leur a été fixé, l'attribution d'heures de délégation doit s'accompagner de moyens financiers et matériels.

---

(1) Texte modifié par l'avenant du 17 novembre 2005 à l'accord national du 30 septembre 2003 sur le droit syndical dans le réseau des caisses d'épargne.

## Article 6.1

### *Subvention*

Une subvention annuelle de 106 715 € est répartie de manière égalitaire entre les OSR.

## Article 6.2

### *Moyens de fonctionnement*

La CNCE met un local à la disposition de chaque OSR. Ce local dispose :

- d'un bureau meublé d'une capacité suffisante pour organiser une réunion de 4 à 5 personnes ;
- d'un poste informatique complet renouvelable comprenant une adresse électronique (e-mail) et un accès à l'intranet groupe dont les conditions d'utilisation doivent être préalablement définies avant la mise à disposition au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2004 ;
- d'un téléphone ;
- d'un fax ;
- d'un photocopieur.

La CNCE remet à chaque OSR un téléphone mobile avec un abonnement national.

## CHAPITRE VII

### FORMATION

Afin que les RSN exercent dans les meilleures conditions leur mission définie au chapitre II du présent accord, ceux-ci peuvent bénéficier, au-delà du plan de formation annuel mis en place dans leur entreprise, tous les 3 ans, d'une formation à caractère économique d'une durée maximale de 5 jours ouvrés dispensée par un organisme de formation agréé.

## CHAPITRE VIII

### PROTECTION

Les parties signataires constatant que les RSN constituent une institution de représentation du personnel conventionnelle décident d'étendre aux RSN le bénéfice des garanties légales prévues par l'article L. 412-18 du code du travail.

## CHAPITRE IX

### NÉGOCIATIONS ULTÉRIEURES

Les parties signataires s'engagent à se réunir dans les 4 mois qui suivent la signature du présent texte pour négocier en vue d'aboutir à un accord sur la carrière et la rémunération des RSN.

## CHAPITRE X

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Pour l'année 2003, les crédits d'heures prévus à l'article 4.1 sont calculés, à la date d'entrée en vigueur du présent accord, *pro rata temporis*.

## CHAPITRE XI

### DURÉE ET DÉPÔT

Le présent accord s'applique à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2003. Il est conclu pour une durée indéterminée.

Le texte de l'accord sera déposé en cinq exemplaires auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris.

Un exemplaire de ce texte sera également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

## CHAPITRE XII

### RÉVISION ET DÉNONCIATION

#### **Article 12.1**

##### *Révision*

Les signataires de l'accord peuvent demander la révision du présent accord conformément à l'article L. 132-7 du code du travail.

Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires.

Cette lettre doit indiquer les points concernés par la demande de révision et doit être accompagnée de propositions écrites de substitution.

Dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande de révision, les parties devront se rencontrer pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision.

#### **Article 12.2**

##### *Dénonciation*

L'une ou l'autre des parties signataires peut dénoncer le présent accord dans les conditions prévues à l'article L. 132-8 du code du travail, sous réserve de respecter un délai de préavis de 3 mois. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

CNCEP.

#### **Syndicat de salariés :**

CFTC.

**Accord professionnel**

**CAISSE D'ÉPARGNE**

---

AVENANT DU 17 NOVEMBRE 2005

À L'ACCORD DU 30 SEPTEMBRE 2003

RELATIF AU DROIT SYNDICAL

NOR : ASET1451112M

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant emporte révision en totalité de l'accord du 30 septembre 2003 au sens de l'article L. 132-7 du code du travail.

**Article 1<sup>er</sup>**

Dans le premier alinéa du chapitre III, l'instance nationale conventionnelle « comité national de la formation professionnelle » est remplacée par la « commission paritaire nationale de l'emploi ».

**Article 2**

Le troisième alinéa de l'article 4.5 du chapitre IV est modifié de la façon suivante :

« Cette désignation fait l'objet d'une convention entre l'entreprise, la CNCE, l'OSR, le RSN et la fédération ou confédération syndicale ou l'instance interprofessionnelle. »

**Article 3**

L'accord du 30 septembre 2003 relatif au droit syndical national dans le réseau des caisses d'épargne se substitue en totalité à l'accord du 16 septembre 2003, rendant sans effet ses dispositions.

**Article 4**

Le présent avenant s'applique à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2005. Il est conclu pour une durée indéterminée.

Le texte de l'avenant sera déposé en cinq exemplaires auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris.

Un exemplaire de ce texte sera également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

**Article 5**

Les signataires de l'accord et de son avenant peuvent demander la révision du présent avenant conformément à l'article L. 132-7 du code du travail.

Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires.

Cette lettre doit indiquer les points concernés par la demande de révision et doit être accompagnée de propositions écrites de substitution.

Dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande de révision, les parties devront se rencontrer pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision.

### **Article 6**

L'une ou l'autre des parties signataires peut dénoncer le présent avenant dans les conditions prévues à l'article L. 132-8 du code du travail, sous réserve de respecter un délai de préavis de 3 mois. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

CNCEP.

**Syndicat de salariés :**

CFTC.

**Accord professionnel**

**CAISSE D'ÉPARGNE**

---

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 OCTOBRE 2013  
DE L'UNSA BPCE À L'ACCORD DU 30 SEPTEMBRE 2003

NOR : ASET1451113M

*BPCE UNSA  
23, rue du Départ  
75014 Paris*

Paris, le 24 octobre 2013.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer par la présente que le syndicat unifié UNSA décide d'adhérer, à compter de ce jour, à l'accord dénommé « accord collectif national sur le droit syndical national dans le réseau des caisses d'épargne du 30 septembre 2003 ».

Je vous remercie de bien vouloir en prendre note.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

*Le secrétaire général.*

**Accord professionnel**

**CAISSE D'ÉPARGNE**

---

ADHÉSION PAR LETTRE DU 10 SEPTEMBRE 2014  
DE LA CFDT BPCE À L'ACCORD DU 30 SEPTEMBRE 2003

NOR : ASET1451114M

*BPCE CFDT  
24, rue Dareau  
75014 Paris*

Paris, le 10 septembre 2014.

Madame, Monsieur,

Notre organisation syndicale a l'honneur de vous annoncer par le présent courrier, conformément à l'article L. 2261-3, son adhésion, à dater de ce jour, à l'accord collectif national sur le droit syndical dans le réseau des caisses d'épargne du 30 septembre 2003, modifié par l'avenant du 17 novembre 2005, accord qui organise la mise en place pour l'ensemble des entreprises du réseau des caisses d'épargne ainsi que pour leurs organismes communs de moyens de fonctionnement permettant aux organisations syndicales représentatives d'exercer efficacement leur mission.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

*Le délégué syndical national adjoint.*

**Accord professionnel**

**CAISSE D'ÉPARGNE**

---

AVENANT N° 2 DU 23 SEPTEMBRE 2014

À L'ACCORD DU 30 SEPTEMBRE 2003

RELATIF AU DROIT SYNDICAL

NOR : ASET1451115M

PRÉAMBULE

Les parties signataires conviennent que la mise en œuvre de la loi du 20 août 2008 et de celle du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires (art. 5, III) suppose l'adaptation de certaines dispositions de l'accord initial et fixent en conséquence les dispositions ci-après.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le chapitre I<sup>er</sup> de l'accord « Champ d'application » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à l'ensemble des entreprises du réseau des caisses d'épargne ainsi qu'à leurs organismes communs, ci-après dénommés entreprises. »

**Article 2**

Dans l'accord du 30 septembre 2003, l'expression « la CNCE » est remplacée par « l'organe central ».

**Article 3**

Le dernier paragraphe du chapitre II de l'accord du 30 septembre 2003 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Tout salarié d'une entreprise comprise dans le champ d'application du présent accord peut être désigné en qualité de RSN par une OSR dans les conditions fixées ci-après.

La désignation est préalable à l'exercice effectif du mandat de RSN.

Cette désignation est effectuée sans limitation de durée par lettres recommandées avec avis de réception auprès de l'employeur du RSN et de l'organe central.

La procédure de retrait de mandat est identique à celle applicable à la désignation.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, le nombre de RSN que peut désigner chaque OSR est égal à 43.

En outre, un nombre de RSN – issu du calcul suivant – est réparti entre les OSR, sur la base du dernier arrêté ministériel de représentativité syndicale dans la branche : 7 multiplié par le nombre d'OSR dans la branche. »



Le nombre de RSN dont dispose chaque OSR est fixé sur une année civile ; en conséquence, la parution d'un nouvel arrêté n'est prise en compte que pour l'année N + 1 et les suivantes.

#### **Article 4**

Le chapitre III de l'accord du 30 septembre 2003 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

#### **« CHAPITRE III**

#### **INSTANCES NATIONALES CONVENTIONNELLES**

La représentation des salariés dans l'ensemble des instances conventionnelles de la branche (ci-après instances nationales) est réservée aux RSN.

Au mois de janvier de chaque année, chaque OSR affecte au RSN un crédit d'heures annuel prévisionnel dans les limites prévues à l'article 5 du présent accord. Elle en informe simultanément l'entreprise du RSN et l'organe central.

Chaque OSR informe l'organe central et l'entreprise du RSN qui a été désigné pour siéger au sein d'une instance nationale.

Un RSN peut être désigné auprès de plusieurs instances nationales. »

#### **Article 5**

Les deuxième et troisième paragraphes de l'article 4.1 « Crédits d'heures attribués pour l'exercice des mandats nationaux » sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Un crédit d'heures annuel affecté à la préparation des instances nationales et de la commission paritaire nationale est fixé à 51 800 heures.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la répartition de ce crédit d'heures entre les OSR se fait :

- pour moitié en fonction du nombre de sièges détenu par chacune d'entre elles en CPN ;
- pour moitié au prorata de leur audience, sur la base du dernier arrêté ministériel de représentativité dans la branche.

La répartition des heures est faite sur une année civile ; en conséquence, la parution d'un nouvel arrêté n'est prise en compte que pour l'année N + 1 et les suivantes. »

#### **Article 6**

Dans l'article 6.2 « Moyens de fonctionnement », les mots : « dont les conditions d'utilisation doivent être préalablement définies avant la mise à disposition au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2004 » sont supprimés.

#### **Article 7**

Le chapitre X « Dispositions transitoires » est supprimé.

#### **Article 8**

#### *Bilan d'application*

Les parties s'engagent à se retrouver au plus tard au cours du dernier trimestre 2017 (après parution de l'arrêté ministériel de représentativité syndicale dans la branche), afin de vérifier si des évolutions s'avèreraient nécessaires.

#### **Article 9**

#### *Durée et entrée en vigueur*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

## **Article 10**

### *Demande de révision et dénonciation*

Tout signataire peut demander la révision du présent accord, conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail.

Cette demande doit être notifiée aux autres signataires ; elle doit comporter les points concernés par la demande de révision et être accompagnée de propositions écrites.

Le présent texte peut être dénoncé à tout moment par une des parties signataires dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail, sous respect d'un préavis de 3 mois. Ce préavis commence à courir le lendemain du jour du dépôt de la dénonciation auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

## **Article 11**

### *Dépôt*

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par l'organe central en double exemplaire, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis par l'organe central au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 23 septembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

BPCE.

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CFTC ;

UNSA.

Brochure n° 3121

Convention collective nationale

IDCC : 1536. – **DISTRIBUTEURS CONSEILS HORS DOMICILE**  
**(Bières, eaux minérales et de table, boissons gazeuses**  
**ou non gazeuses, boissons aux jus de fruits, sirops,**  
**jus de fruits, boissons lactées et gaz carbonique)**

DÉNONCIATION PAR LETTRE DU 25 SEPTEMBRE 2014  
DE LA FNB DE L'ACCORD DU 20 JUIN 2011 ET DE L'AVENANT N° 1  
DU 22 NOVEMBRE 2011, DE L'ACCORD DU 15 NOVEMBRE 2005  
ET DE L'AVENANT N° 2013-2 DU 26 NOVEMBRE 2013

NOR : ASET1451117M

*FNB*  
*49, rue de la Glacière*  
*75013 Paris*

Paris, le 25 septembre 2014.

Monsieur le directeur,

Nous vous demandons de bien vouloir prendre acte par la présente lettre de notre démission de l'OPCA OPCALIM et de la dénonciation des dispositions conventionnelles qui le désignent comme OPCA dans le champ de la convention collective des boissons : distributeurs conseils hors domicile, conformément aux dispositions conventionnelles et aux dispositions de l'article L. 2261-9 du code du travail.

Notre dénonciation, qui prend effet à la date du 31 décembre 2014, porte sur les accords suivants :  
– accord du 20 juin 2011 constitutif d'OPCALIM et son avenant n° 1 du 22 novembre 2011 ;  
– chapitre XIII de l'accord du 15 novembre 2005 relatif à la formation professionnelle continue ;  
– chapitre I<sup>er</sup> de l'avenant n° 2013-2 du 26 novembre 2013 révisant l'accord du 15 novembre 2005 relatif à la formation professionnelle continue.

Nous vous remettons ci-joint copie des courriers de notification de cette dénonciation et des dépôts en lettre recommandée avec avis de réception adressés à l'OPCALIM ainsi qu'aux différents organismes signataires de ces accords.

Nous vous remercions de bien vouloir accuser réception de ce courrier.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de nos respectueuses salutations.

*Le directeur général.*

Brochure n° 3148

**Convention collective nationale**

**IDCC : 500. – COMMERCE DE GROS  
DE L'HABILLEMENT, DE LA MERCERIE,  
DE LA CHAUSSURE ET DU JOUET**

---

AVENANT N° 1 DU 8 JUILLET 2014

À L'AVENANT N° 15 DU 16 DÉCEMBRE 2013 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1451120M

IDCC : 500

---

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour objet de compléter les dispositions prévues à l'avenant n° 15 du 16 décembre 2013. Il modifie les dispositions :

- de l'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application » ;
- de l'article 2 « Application obligatoire du régime de prévoyance pour les employeurs » ;
- de l'article 3 « Définition du personnel couvert » ;
- de l'article 5 « Portabilité des droits de prévoyance » ;
- de l'article 8.3 « Double effet » ;
- de l'article 8.6 « Exclusions » ;
- de l'article 9.3 « Maintien des garanties décès aux salariés en incapacité temporaire de travail ou en invalidité » ;
- de l'article 10 « Revalorisation des prestations en cours de service » ;
- de l'article 11.2 « Cotisations afférentes à la couverture des salariés cadres » ;
- de l'article 11.3 « Cotisations afférentes à la couverture des salariés non cadres » ;
- de l'article 15.1 « Commission de contrôle et gestion/fonctionnement » ;
- de l'annexe II.

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application » est modifié comme suit :

« Le présent avenant s'applique à tous les salariés non cadres des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale des commerces de gros de l'habillement, de la mercerie, de la chaussure et du jouet (brochure n° 3148).

Un contrat de garanties collectives lui sera annexé afin d'en préciser le contenu et les modalités d'application. »

**Article 2**

L'article 2 « Application obligatoire du régime de prévoyance » est renommé comme suit : article 2 « Application du régime de prévoyance pour les employeurs ».

L'article 2.1 « Application obligatoire pour les non-cadres » est intégré dans l'article 2 :

« Article 2.1

*Application obligatoire pour les non-cadres*

Dans un délai de 6 mois à compter de la date d'effet du présent avenant, les employeurs relevant du champ d'application de la convention collective nationale des commerces de gros de l'habillement, de la mercerie, de la chaussure et du jouet (FCJT) ont l'obligation d'appliquer les dispositions du présent régime pour le compte de leurs salariés non cadres. Pour ce faire, les partenaires sociaux signataires recommandent l'adhésion au contrat de garanties collectives souscrit dans le cadre de la commission paritaire nationale auprès des organismes assureurs mentionnés à l'article 12.

Les employeurs qui le souhaitent pourront anticiper l'application du présent accord et pourront s'affilier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au régime conventionnel de prévoyance auprès des organismes assureurs recommandés.

Les employeurs entrant nouvellement dans le champ d'application du présent accord par suite d'un élargissement du champ d'application de la convention collective ou par suite d'un changement d'activité (notamment lors d'opérations de fusion ou de restructuration) doivent appliquer le présent accord, le cas échéant auprès des organismes assureurs recommandés, à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle l'employeur entre dans le champ d'application du présent avenant.

En cas de création d'une nouvelle entité, les employeurs ont l'obligation d'appliquer le régime dans le mois de l'embauche (ou du transfert) du premier salarié. »

L'article 2.2 « Application facultative pour les cadres » est intégré à l'article 2 :

« Article 2.2

*Application facultative pour les cadres*

Les employeurs ont la possibilité de faire bénéficier leurs salariés cadres des garanties du régime afin notamment de remplir leur obligation de prévoyance issue de la convention collective nationale du 14 mars 1947. »

**Article 3**

L'article 3 « Définition du personnel couvert » est modifié comme suit :

« Sont garantis à titre obligatoire et sans exception par le régime de prévoyance les salariés non cadres et, au choix des entreprises mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, les salariés cadres.

On entend par non-cadres le personnel ne relevant pas des articles 4 et 4 *bis* de la convention nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 et de l'article 36 de l'annexe I de cette convention.

On entend par cadres le personnel relevant des articles 4 et 4 *bis* de la convention nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 et de l'article 36 de l'annexe I de cette convention. »

**Article 4**

L'article 5 « Portabilité des droits de prévoyance » est modifié comme suit :

« Les salariés d'une entreprise entrant dans le champ d'application du présent avenant et dont le contrat de travail est rompu, sauf pour faute lourde, à la condition que la rupture de leur contrat de travail ouvre droit à leur prise en charge par l'assurance chômage, pourront continuer à bénéficier de manière temporaire de la couverture de prévoyance instituée par le présent avenant.

Ce maintien de garanties s'effectue dans le cadre et dans les conditions de l'article 14 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 modifié par avenant en date du 18 mai 2009.

Ce système de portabilité est cofinancé par l'ancien salarié et son ancien employeur selon les mêmes quotes-parts que celles appliquées aux salariés sous contrat de travail.

En ce qui concerne les garanties incapacité temporaire de travail et invalidité, le cumul des prestations (indemnités journalières, pensions et rentes) servies par le régime général de la sécurité sociale et le régime mis en œuvre dans le cadre du présent avenant sera plafonné au montant net de l'allocation qui aurait été versée par le régime d'assurance chômage au titre de la même période. »

### **Article 5**

L'article 8.3 « Double effet » est modifié comme suit :

« En cas de décès postérieur ou simultané du conjoint ou du partenaire lié par un Pacs ou du concubin du salarié prédécédé laissant un ou plusieurs enfants à charge, il est versé au profit de ceux-ci un second capital égal à 100 % de celui versé lors du premier décès.

Ce capital est attribué par parts égales entre les enfants qui étaient à la charge du salarié au moment de son décès et qui sont toujours à charge de son conjoint, partenaire lié par un Pacs ou de son concubin au moment du décès de ce dernier.

Les notions de conjoint, de partenaire lié par un Pacs et de concubin sont définies à l'article 6. »

### **Article 6**

L'article 8.6 « Exclusions » est modifié comme suit :

« Ne sont pas couverts, dans le cadre du présent accord, les décès résultant :

- d'une guerre ou d'une guerre civile, française ou étrangère ;
- d'émeute, de rixe, d'acte de terrorisme dans lesquels le salarié a pris une part active, étant précisé que les cas de légitime défense et d'assistance à personne en danger sont garantis, à charge pour le bénéficiaire d'en apporter la preuve ;
- de la désintégration du noyau atomique ;
- d'accidents ou maladies dus aux effets directs ou indirects d'explosion, de chaleur ou de radiations provenant d'une transmutation du noyau de l'atome, telles que, par exemple, la fission, la fusion, la radioactivité ou du fait de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules atomiques ;
- du meurtre du salarié par le bénéficiaire.

Ne donnent pas lieu au doublement accidentel les décès ou IAD accidentels résultant :

- directement ou indirectement de tremblements de terre, d'inondations, de cataclysmes ;
- du fait volontaire ou intentionnel du bénéficiaire ;
- d'un vol effectué à bord d'un appareil non muni d'un certificat valable de navigabilité ou piloté par une personne non pourvue d'un brevet de pilote valable pour l'appareil utilisé ;
- de la pratique du parachutisme, du parachutisme ascensionnel ou du parapente, pilotage d'un appareil ultraléger motorisé (ULM) et de tout appareil non homologué ;
- de la pratique de sports qui ne disposent pas d'une fédération sportive et, donc, ne sont pas reconnus par le ministère de la santé, de la jeunesse et des sports ;
- de la participation à des compétitions, démonstrations, acrobaties ou tentatives de records pratiquées avec des engins à moteur ;
- de la consommation d'alcool constatée par un taux d'alcoolémie égal ou supérieur au taux légal précisé par le code de la route ;
- de l'usage de stupéfiants ou de substances médicamenteuses en dehors des limites de prescription médicale ;
- d'un accident survenu alors que le salarié n'était pas détenteur d'un permis de conduire valide, conformément aux dispositions du code de la route.

Ne sont pas couvertes, dans le cadre du présent accord, les garanties en cas d'arrêt de travail (incapacité de travail, invalidité ou incapacité permanente professionnelle) résultant :

- des conséquences d'une guerre ou d'une guerre civile, française ou étrangère ;
- des conséquences de la désintégration du noyau atomique ;
- des conséquences d'accidents ou maladies dus aux effets directs ou indirects d'explosion, de chaleur ou de radiations provenant d'une transmutation du noyau de l'atome, telles que, par exemple, la fission, la fusion, la radioactivité ou du fait de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules atomiques ;
- des accidents et maladies régis par la législation sur les pensions militaires et ceux survenant à l'occasion d'exercices de préparation militaire ou en résultant. »

### **Article 7**

L'article 9.3 « Maintien des garanties décès aux salariés en incapacité temporaire de travail ou en invalidité » est modifié comme suit :

« Les garanties décès, telles que définies à l'article 8 ci-dessus, sont maintenues, y compris en cas de résiliation ou de non-renouvellement du contrat d'assurance, aux salariés en incapacité temporaire ou en invalidité et bénéficiant à ce titre de prestations complémentaires de la part de l'organisme assureur.

Les garanties maintenues en cas de résiliation ou de non-renouvellement du contrat d'assurance sont celles prévues à la date de résiliation du contrat d'assurance. Dans ce cas, le maintien des garanties "décès" s'applique exclusivement aux prestations liées au décès du salarié, à l'exclusion de l'invalidité absolue et définitive.

En cas de sinistre, le montant de la prestation est déterminé en fonction de la base des prestations, telle que définie à l'article 7.

Les garanties décès, telles que précisées ci-dessus, sont maintenues tant que le salarié bénéficie des prestations complémentaires (incapacité ou invalidité) de l'organisme assureur. »

### **Article 8**

L'article 10 « Revalorisation des prestations en cours de service » est modifié comme suit :

« Ces revalorisations cessent en cas de changement d'organisme assureur. Dans ce cas, les prestations sont maintenues au niveau atteint à la date d'effet de la résiliation du contrat souscrit par l'employeur avec cet organisme.

L'employeur devra organiser auprès du nouvel organisme assureur les revalorisations des prestations en cours de service. »

### **Article 9**

L'article 11.2 « Cotisations afférentes à la couverture des salariés cadres » est modifié comme suit :

« Le taux de cotisation est fixé à 1,50 % tranche A à la charge exclusive de l'employeur.

Ce taux intègre la cotisation de 0,15 % TA affectée à la couverture de la garantie rente éducation. »

### **Article 10**

L'article 11.3 « Cotisations afférentes à la couverture des salariés non cadres » est modifié comme suit :

« Les cotisations sont financées à hauteur de 50 % par les employeurs et de 50 % par les salariés.

Le taux de cotisation est fixé à 0,54 % tranche A, soit 0,27 % pour chacune des parties.

La garantie rente éducation peut être souscrite optionnellement en complément pour les non-cadres moyennant paiement d'une cotisation additionnelle.

Voir les tableaux de cotisations en annexes I et II. »

## Article 11

L'article 15.1 « Commission de contrôle et gestion/fonctionnement » est modifié comme suit :

« Une commission de contrôle et de gestion est créée à l'initiative des partenaires sociaux.

La commission est composée de délégués des partenaires sociaux. La représentation des partenaires sociaux sera assumée, d'une part, par un délégué désigné par chacune des organisations syndicales de salariés et, d'autre part, par un nombre égal de délégués des organisations patronales signataires de la convention. Chacun de ces délégués pourra se faire assister par un conseiller technique. Les organismes de prévoyance recommandés siègent à la commission avec voix consultative.

Les membres de la commission de contrôle et de gestion représentant les organisations sont révoquables à tout moment par leurs organisations respectives. Ils sont renouvelables tous les 2 ans, et les membres sortants peuvent être désignés à nouveau.

La commission de contrôle et de gestion se réunit au moins deux fois par an, avant le 15 octobre, et, à la demande d'une des parties signataires de la convention, dans les 45 jours qui suivent la demande.

La demande de réunion devra être accompagnée d'un rapport écrit concernant la cause de cette demande.

La commission est présidée alternativement par un délégué patronal et par un délégué salarié.

Les frais inhérents à ces réunions (déplacements, hébergement, repas...) seront pris en charge par la commission de contrôle et de gestion constituée sous forme d'association, conformément aux conditions fixées ci-dessous et après remise des justificatifs originaux : billet aller-retour SNCF en seconde classe ou avion au-delà de 500 km ; lorsque la durée du déplacement aller-retour dépasse 5 heures, prise en charge des frais de repas dans la limite d'un repas d'une valeur maximale de 6 fois le minimum garanti et d'une nuit d'hébergement d'un coût limité à 30 fois le minimum garanti.

Pour ce faire, la commission bénéficie d'un financement à concurrence de 1 % du montant des cotisations brutes encaissées impacté sur le compte de résultats du régime. »

## Article 12

L'annexe II est modifiée comme suit :

*(En pourcentage.)*

PRESTATION	GARANTIE	RÉGIME conventionnel TA
Garanties décès et IAD :		
Célibataire, divorcé, veuf	300	0,68
Marié, pacsé, concubin	350	
Rente éducation	15	
Double effet	100	0,01
Décès accidentel	100	0,13
Frais d'obsèques (salarié, conjoint ou enfant à charge)	200 % PMSS	0,06
Incapacité (sous déduction des IJ sécurité sociale) en relais et complément des obligations employeur ou franchise fixe : 90 jours <sup>(*)</sup>	80	0,33



PRESTATION	GARANTIE	RÉGIME conventionnel TA
Invalidité (sous déduction des IJ sécurité sociale)		
1 <sup>re</sup> catégorie	54	
2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> catégorie	90	0,29
33 % < IPP < 66 %	$R \times 3n / 2$	
IPP supérieure à 66 %	90	
Total		1,50
(*) Pour ceux qui ne bénéficient pas du maintien de salaire.		

### Article 13

#### *Date d'application*

Le présent avenant prendra effet à compter du 8 juillet 2014.

### Article 14

#### *Extension. – Publicité*

Le présent avenant est fait en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministère du travail.

### Article 15

#### *Durée. – Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il fait partie intégrante de la convention collective ; il pourra donc faire l'objet d'une révision conformément aux dispositions de la convention collective à la demande de l'une ou de l'autre des parties signataires.

La révision pourra prendre effet dans les conditions visées aux articles L. 2222-5, L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Il pourra également être dénoncé par l'une des parties signataires moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Les modalités de dénonciation sont fixées aux articles L. 2222-6, L. 2261-9, L. 2261-10, L. 2261-11, L. 2261-13 et L. 2261-14 du code du travail. Toutefois, les nouvelles négociations devront être engagées dans les 3 mois suivant la signification de la dénonciation.

Fait à Paris, le 8 juillet 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FCJT.

#### **Syndicats de salariés :**

CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FEC FO.

**Convention collective départementale**

**IDCC : 1576. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES,  
CONNEXES ET SIMILAIRES**

**(Cher)**

**(15 janvier 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-7 bis)*

*(Etendue par arrêté du 18 octobre 1990,  
Journal officiel du 14 novembre 1990)*

---

**AVENANT DU 12 SEPTEMBRE 2014**

**À L'ACCORD DU 12 OCTOBRE 2005 RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : ASET1451122M

IDCC : 1576

---

Entre :

L'UIMM du Cher,

D'une part et,

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

A la suite d'une réunion paritaire qui s'est tenue le 27 juin 2014, les organisations patronales et syndicales sont convenues de modifier la rédaction du deuxième alinéa de l'accord (modifié) du 12 octobre 2005 sur la prévoyance dans la métallurgie du Cher, la nouvelle formulation étant :

« Le contrat d'assurance devra inclure le versement d'un capital en cas de décès, il devra également prévoir le versement d'un capital en cas d'invalidité de 3<sup>e</sup> catégorie reconnue par la sécurité sociale. Il pourra également inclure le versement d'une rente d'éducation aux enfants à charge. »

**Article 2**

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

### **Article 3**

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d'application de l'accord du 12 octobre 2005, les dispositions du présent avenant.

### **Article 4**

Le présent avenant sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail en deux exemplaires et du greffe du conseil de prud'hommes de Bourges en un exemplaire dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective régionale**

IDCC : 1059. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, ÉLECTRIQUES,  
ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES**  
**(Midi-Pyrénées)**  
**(21 février 1980)**

(Etendue par arrêté du 8 juillet 1987,  
*Journal officiel* du 22 juillet 1987)

---

ADHÉSION PAR LETTRE DU 28 JUILLET 2014  
DE LA CFE-CGC SIPEM À L'ACCORD DU 27 AVRIL 2006

NOR : ASET1451123M  
IDCC : 1059

---

*CFE-CGC SIPEM*  
*20, chemin du Pigeonnier-de-la-Cépière*  
*31100 Toulouse*

Toulouse, le 28 juillet 2014.

Mesdames, Messieurs,

Par la présente, le syndicat de la métallurgie CFE-CGC Midi-Pyrénées vous informe de sa décision d'adhérer à l'accord du 27 avril 2006 relatif à la prévoyance des mensuels de Midi-Pyrénées.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

**Convention collective**

IDCC : 965. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES  
(Var)**

**(17 mars 1978)**

*(Bulletin officiel n° 1987-7 bis)*

*(Etendue par arrêté du 29 janvier 1988,*

*Journal officiel du 10 février 1988)*

---

**AVENANT DU 9 SEPTEMBRE 2014**

**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS**

**ET AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES**

**POUR L'ANNÉE 2014**

NOR : ASET1451119M

IDCC : 965

---

Entre :

L'UIMM Var,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 16 *b* des dispositions générales de la convention collective du Var, les signataires ont arrêté le barème, applicable à compter de l'année 2014, des taux effectifs garantis annuels, base 151,66 heures correspondant à la durée légale de 35 heures par semaine, lesquels sont annexés aux présentes.

Ces barèmes s'appliquent suivant les conditions de l'article 16 *b* cité plus haut.

**Article 2**

En application de l'article 16 *a* des dispositions générales de la convention collective des industries métallurgiques et connexes du Var, les signataires ont décidé de porter la valeur du point, pour le calcul des RMH, à 4,38 € au 1<sup>er</sup> novembre 2014, base 35 heures hebdomadaires.

Les RMH sont obtenues suivant les conditions de l'article 16 *a* cité plus haut.

### **Article 3**

Il est convenu que, sur demande d'une des parties signataires, une réunion paritaire pourra se tenir en vue d'étudier les conséquences éventuelles de l'évolution de la situation.

### **Article 4**

Le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Toulon, le 9 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Taux effectifs garantis pour l'année 2014

Base : 35 heures hebdomadaires.

*(En euros.)*

NOUVELLE classification	NIVEAU	COEFFICIENT	TEG Ouvriers, agents de maîtrise, administratifs et techniciens
1	I	140	17 349
2		145	17 355
3		155	17 365
4	II	170	17 401
5		180	17 409
6		190	17 418
7	III	215	17 427
8		225	17 469
9		240	18 048
10	IV	255	18 722
11		270	19 825
12		285	20 925
13	V	305	22 176
14		335	24 359
15		365	26 538
16		395	28 719

**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT, DU BOIS,**  
**DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**  
**ET INTERSECTEURS PAPIERS-CARTONS**  
**(25 octobre 2010)**

(Etendu par arrêté du 24 février 2012,  
*Journal officiel* du 29 février 2012)

---

DÉNONCIATION PAR LETTRE DU 24 SEPTEMBRE 2014  
DE L'UNIDIS DE L'ACCORD DU 25 OCTOBRE 2010  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
NOR : ASET145116M

UNIDIS  
23-25, rue d'Aumale  
75009 Paris

Paris, le 24 septembre 2014.

Messieurs,

Comme annoncé à l'occasion de notre réunion paritaire du 10 septembre 2014, nous vous confirmons la dénonciation, par notre partie, de l'accord professionnel intersecteurs papiers-cartons du 25 octobre 2010 relatif à la collecte des fonds de formation professionnelle par l'OPCA3+.

Cette dénonciation sera effective à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2014.

Il est entendu que cette dénonciation ne remet pas en cause les équilibres existants à ce jour et, pour l'année 2015, concernant les contributions dues par les entreprises de l'intersecteurs papiers-cartons au titre du financement de la formation continue.

Nous maintenons, enfin, notre proposition à renégocier globalement les équilibres relatifs au financement de la formation professionnelle dans le cadre de la réforme en cours.

Nous vous prions de croire, Messieurs, en l'expression de nos sentiments distingués.



Brochure n° 3367

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2847. – PÔLE EMPLOI**

---

ACCORD DU 8 SEPTEMBRE 2014  
RELATIF À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2014

NOR : ASET1451121M

IDCC : 2847

---

Entre :

Pôle emploi,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFE-CGC ;

La CFTC emploi ;

Le SNU,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Tenant compte de l'évolution des salaires des agents privés de Pôle emploi entre 2010 et 2013 et de l'investissement important des agents dans un contexte difficile, il est convenu, en complément de l'accord salarial du 14 février 2014, de la mesure salariale suivante :

**Article 1<sup>er</sup>**

La partie fixe du salaire est majorée de 0,5 %. Elle est fixée à 301,5000 €.

Le point salaire est majoré de 0,5 %. Il est porté à 7,8000 €.

Les salaires des personnels surnuméraires et temporaires seront augmentés dans les mêmes conditions.

L'augmentation sera appliquée sur les salaires d'octobre 2014. Elle sera rétroactive à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les agents présents au 1<sup>er</sup> octobre 2014.

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord prend effet à compter de sa signature, sous réserve de la mise en œuvre du droit d'opposition prévu par le code du travail.

Fait à Paris, le 8 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3375

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 3017. – PORTS ET MANUTENTION**

ACCORD DU 14 MAI 2014  
RELATIF À LA COMPOSITION DES INSTANCES PARITAIRES

NOR : ASET1451124M  
IDCC : 3017

PRÉAMBULE

Afin de tenir compte des résultats de la mesure de l'audience des organisations syndicales dans la branche « ports et manutention », les partenaires sociaux conviennent de modifier les dispositions des articles 8F, 8G et 11 de la convention collective unifiée, relatives à la composition des instances paritaires qu'elle institue, ainsi que l'article 7 de l'accord du 15 avril 2011 instituant un dispositif conventionnel de prise en compte de la pénibilité spécifique aux métiers portuaires et l'article 8 de l'accord du 16 avril 2011 de cessation anticipée d'activité dans les métiers portuaires, articles relatifs à la commission de pilotage et de suivi du dispositif.

Les partenaires sociaux conviennent par ailleurs de déterminer la composition de la commission mixte paritaire en fonction de la représentativité des organisations syndicales représentatives et signataires de la CCNU.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Commission paritaire nationale pour l'emploi*

L'article 8F de la convention collective nationale unifiée, relatif à la commission paritaire nationale pour l'emploi, est modifié comme suit.

Les dispositions suivantes :

« 1. Composition de la commission

Cette commission est composée de la façon suivante :

- un collège salariés, comprenant deux représentants de chacune des organisations représentatives et signataires de la présente convention ;
- un collège employeurs, comprenant un nombre de représentants égal au nombre des membres salariés. »

sont remplacées par :

« 1. Composition de la commission

Cette commission est composée de la façon suivante :

- un collège salariés, comprenant dix représentants répartis entre les organisations syndicales représentatives et signataires de la présente convention en fonction de leur représentativité.

En tout état de cause, chaque organisation syndicale représentative signataire de la CCNU dispose d'au moins un siège au sein de ce collège ;

- un collège employeurs, comprenant un nombre équivalent de représentants patronaux répartis équitablement entre les deux domaines d'activité, ports et manutention, sauf accord entre l'UNIM et l'UPF. »

Après le point 2, est insérée la disposition suivante :

### « 3. Fonctionnement de la commission

Il est convenu d'instituer un règlement intérieur régissant le fonctionnement de la commission paritaire nationale de l'emploi et de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications visés aux articles 8F et 8G de la CCNU. »

## **Article 2**

### *Observatoire prospectif des métiers et des qualifications*

L'article 8G de la convention collective nationale unifiée, relatif à l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications, est modifié comme suit.

Les dispositions suivantes :

« L'observatoire est doté d'un comité paritaire de pilotage composé de la façon suivante :

- un collège salariés, comprenant deux représentants de chacune des organisations signataires de la présente convention ;
- un collège employeurs, comprenant un nombre de représentants égal au nombre des membres salariés. »

sont remplacées par :

« L'observatoire est doté d'un comité paritaire de pilotage composé de la façon suivante :

- un collège salariés, comprenant dix représentants répartis entre les organisations syndicales représentatives signataires de la présente convention en fonction de leur représentativité.

En tout état de cause, chaque organisation syndicale représentative signataire de la CCNU dispose d'au moins un siège au sein de ce collège ;

- un collège employeurs, comprenant un nombre équivalent de représentants patronaux répartis équitablement entre les deux domaines d'activité, ports et manutention, sauf accord entre UNIM et l'UPF. »

## **Article 3**

### *Commission de conciliation et d'interprétation*

L'article 11 de la convention collective nationale unifiée, relatif à la commission de conciliation et d'interprétation, est modifié comme suit.

Les dispositions suivantes :

« Cette commission est composée de deux représentants de chacune des organisations syndicales signataires et d'un nombre égal d'employeurs, présents ou représentés avec le nombre de voix correspondant. »

sont remplacées par :

« Cette commission se compose de dix représentants salariés répartis en fonction de la représentativité de chaque organisation syndicale représentative et signataire de la CCNU, ainsi que d'un nombre équivalent de représentants patronaux répartis équitablement entre les deux domaines d'activité, ports et manutention.

En tout état de cause, chaque organisation syndicale représentative signataire de la CCNU dispose d'au moins un siège. »

Le reste demeure inchangé.

#### **Article 4**

##### *Commission paritaire de pilotage et de suivi du dispositif de cessation anticipée d'activité*

L'article 7 de l'accord du 15 avril 2011 et l'article 8 de l'accord du 16 avril 2011 relatifs à la commission paritaire de pilotage et de suivi du dispositif de cessation anticipée d'activité sont modifiés comme suit.

Les dispositions suivantes :

« Cette commission se compose de huit représentants salariés répartis en fonction de la représentativité de chaque organisation syndicale signataire de l'accord, ainsi que d'un nombre équivalent de représentants patronaux répartis équitablement dans les deux domaines d'activité.

En tout état de cause, chaque organisation syndicale représentative est titulaire d'au moins un siège. »  
sont remplacées par :

« Cette commission se compose de dix représentants salariés répartis en fonction de la représentativité de chaque organisation syndicale représentative signataire de l'accord, ainsi que d'un nombre équivalent de représentants patronaux répartis équitablement entre les deux domaines d'activité.

En tout état de cause, chaque organisation syndicale représentative signataire de la CCNU dispose d'au moins un siège. »

Le reste demeure inchangé.

#### **Article 5**

##### *Commission mixte paritaire*

La commission mixte paritaire de la branche « ports et manutention » se compose de dix représentants salariés répartis en fonction de la représentativité de chaque organisation syndicale représentative signataire de l'accord, ainsi que d'un nombre équivalent de représentants patronaux répartis équitablement entre les deux domaines d'activité.

En tout état de cause, chaque organisation syndicale représentative signataire de la CCNU dispose d'au moins un siège.

#### **Article 6**

##### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur au jour de son dépôt officiel, qui sera effectué, au plus tôt, au lendemain du jour suivant le terme du délai légal d'opposition.

Il fera parallèlement l'objet d'une procédure en vue de son extension.

Fait à Paris, le 14 mai 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UNIM ;  
UPE.

#### **Syndicats de salariés :**

FNPD CGT ;  
CFE-CGC.

Brochure n° 3375

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 3017. – PORTS ET MANUTENTION**

ACCORD DU 14 MAI 2014  
RELATIF À LA PARTICIPATION AUX NÉGOCIATIONS COLLECTIVES NATIONALES

NOR : ASET1451125M

IDCC : 3017

**PRÉAMBULE**

Le présent accord annule et remplace les dispositions du protocole d'accord du 7 janvier 2009 et de son avenant du 19 novembre 2009, relatifs au droit d'absence et à la participation aux négociations collectives nationales, annexés à la CCNU, pour tenir compte des résultats de la mesure de l'audience des organisations syndicales dans la branche « ports et manutention » et de la révision, par accord de branche du 14 mai 2014, de la composition des instances paritaires de la CCNU qui en est résultée.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord fixe, sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires applicables, les modalités de remboursement des frais de déplacement, de repas et d'hébergement des représentants des organisations syndicales représentatives qui participent aux réunions des instances paritaires suivantes :

- commission mixte paritaire ;
- commission de conciliation et d'interprétation de la CCNU (art. 11) ;
- commission paritaire de pilotage et de suivi du dispositif de cessation anticipée d'activité au titre de la pénibilité (art. 7, accord du 15 avril 2011, art. 8, accord du 16 avril 2011) ;
- commission paritaire nationale pour l'emploi (art. 8F de la CCNU).

**Article 2**

Les modalités de défraiement des représentants des organisations syndicales dûment mandatés participant aux réunions des commissions paritaires retraite et prévoyance propres au secteur portuaire et/ou au secteur de la manutention, qui subsistent à titre transitoire jusqu'à l'adoption de nouveaux régimes de branche, sont maintenues pendant la durée de leur fonctionnement.

**Article 3**

Une dotation forfaitaire par réunion et par représentant syndical dûment mandaté et présent, d'un montant de 300 €, est versée à chaque organisation syndicale représentative.

Cette dotation est destinée à couvrir les frais de transport, de repas et d'hébergement engagés par les représentants des organisations syndicales représentatives pour participer aux réunions des instances paritaires visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord.

Le montant de cette dotation est porté à 500 € pour les représentants des organisations syndicales issus de l'outre-mer, dûment mandatés, qui participent à la réunion d'une instance paritaire visée à l'article 1<sup>er</sup>, dans la seule hypothèse où celle-ci traite des modalités spécifiques d'application d'un accord de branche à l'outre-mer.

Les rencontres bilatérales ne donnent pas lieu à défraiement par l'UNIM et l'UPF.

#### **Article 4**

La dotation visée à l'article 3 est prise en charge à parts égales par l'UNIM et l'UPF.

Le montant de cette dotation est revalorisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation avec tabac.

#### **Article 5**

Les représentants des organisations syndicales qui participent aux réunions des instances paritaires visées à l'article 1<sup>er</sup> bénéficient d'une autorisation d'absence qui ne fait l'objet d'aucune retenue de salaire.

Ils sont tenus d'avertir leur employeur au moins 72 heures avant leur départ.

Le temps d'absence comprend le temps passé en réunion, le temps de préparation ainsi que le temps de trajet dans la limite d'une durée totale de 48 heures pour chaque absence, portée à 72 heures pour les représentants issus de l'outre-mer.

#### **Article 6**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

#### **Article 7**

Le présent accord peut être révisé dans les conditions prévues par l'article 12 de la CCNU.

#### **Article 8**

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt officiel en vue de son extension, après expiration du délai d'opposition.

Fait à Paris, le 14 mai 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UNIM ;  
UPF.

#### **Syndicats de salariés :**

FNPD CGT ;  
CFE-CGC.

Brochure n° 3375

**Convention collective nationale**

**IDCC : 3017. – PORTS ET MANUTENTION**

---

ACCORD DU 14 MAI 2014  
RELATIF AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR CPNE OPMQ

NOR : ASET1451126M

IDCC : 3017

**PRÉAMBULE**

En application de l'accord national interprofessionnel du 10 février 1969 sur la sécurité de l'emploi, il est institué une commission paritaire nationale de l'emploi.

La commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ports et manutention est constituée conformément aux textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

Les attributions, missions et objet de la commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) sont définis à l'article 8F de la convention collective nationale unifiée ports et manutention.

Par ailleurs, il est institué un observatoire prospectif des métiers et des qualifications au niveau de l'ensemble de la branche et à compétence nationale. Les attributions, missions et objet de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications sont définis à l'article 8G de la convention collective nationale unifiée ports et manutention.

**TITRE I<sup>ER</sup>**

**OBJET**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Le présent règlement intérieur, établi en conformité avec les dispositions de la convention collective nationale unifiée ports et manutention, a pour objet de déterminer et de préciser les modalités de fonctionnement des instances paritaires visées par les articles 8F et 8G de la CCNU, à savoir : la commission paritaire nationale de l'emploi et l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

L'ensemble des représentants des organisations appelées à siéger au sein de ces instances s'engagent à respecter les dispositions du règlement intérieur.



## TITRE II

### COMPOSITION

#### Article 2

##### *Composition de la CPNE*

La composition de la CPNE est déterminée par les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'accord du 14 mai 2014 relatif à la composition des instances paritaires portant révision de la convention collective nationale unifiée et déterminant la composition de la commission mixte paritaire.

#### Article 3

##### *Composition du comité paritaire de pilotage de l'observatoire et de ses sections*

##### 3.1. Comité paritaire de pilotage

La composition du comité paritaire de pilotage est déterminée par les dispositions de l'article 2 de l'accord du 14 mai 2014 relatif à la composition des instances paritaires, portant révision de la convention collective nationale unifiée et déterminant la composition de la commission mixte paritaire.

##### 3.2. Sections spécifiques

Afin d'optimiser les travaux de cette instance prospective et de tenir compte des spécificités de chaque secteur d'activité, les partenaires sociaux décident de constituer deux sections au sein du comité de pilotage :

Une section spécifique au secteur de la manutention, composée :

- de dix représentants salariés, répartis entre les organisations syndicales représentatives signataires de la CCNU en fonction de leur représentativité. En tout état de cause, chaque organisation syndicale représentative est titulaire d'au moins un siège ;
- de dix représentants employeurs (compartiment manutention).

Une section spécifique au secteur des établissements portuaires, composée :

- de dix représentants salariés, répartis entre les organisations syndicales représentatives signataires de la CCNU en fonction de leur représentativité. En tout état de cause, chaque organisation syndicale représentative est titulaire d'au moins un siège ;
- de dix représentants employeurs (compartiment établissements portuaires).

## TITRE III

### GOUVERNANCE PARITAIRE

#### Article 4

##### *Election des présidents*

La CPNE élit en son sein un(e) président(e).

La présidence de la CPNE est assurée par alternance entre les collèges salariés et employeurs.

Au sein du collège employeurs, la présidence s'établira de manière alternative entre les deux organisations existantes.

L'observatoire élit au sein du comité de pilotage un(e) président(e). La présidence de l'observatoire est assurée par alternance entre les collèges salariés et employeurs.

Les deux sections élisent en leur sein un(e) président(e) chargé(e) de programmer, d'animer et de coordonner les travaux de chaque section et d'effectuer la liaison avec le comité de pilotage de l'observatoire. Les sujets communs aux deux branches de la CCNU devront être traités en réunion plénière du comité de pilotage.

En cas de présidence patronale à la CPNE, la présidence de l'observatoire et des sections sera assurée par un représentant du collège salariés, et réciproquement.

Le mandat de chaque présidence est fixé à 2 ans.

Les élections ne peuvent avoir lieu valablement que si chaque collège compte au moins cinq participants.

Les présidents de la CPNE, de l'observatoire et des sections sont élus :

- au premier tour du scrutin, par un vote à la majorité absolue des suffrages exprimés ;
- au second tour du scrutin, par un vote à la majorité relative.

En cas d'égalité, l'élection a lieu au bénéfice de l'âge.

Il est précisé qu'il n'est institué de poste de vice-président ni au sein de la CPNE ni au sein de l'observatoire.

## **Article 5**

### *Attributions*

Les présidents, en lien avec le secrétariat, établissent l'ordre du jour de l'instance dont ils ont la responsabilité. Ils animent les réunions plénières, les sections et groupes de travail correspondant à leur mandat.

La gouvernance paritaire veille à la mise en œuvre des décisions prises en réunion plénière.

## **Article 6**

### *Vacance ou empêchement d'un président*

En cas de vacance d'un poste, il est procédé dans les meilleurs délais à la convocation d'une réunion plénière chargée d'organiser une nouvelle élection.

Le doyen d'âge issu du collège exerçant la présidence assure l'intérim jusqu'à la nouvelle élection.

Il assure également la présidence de la séance en cas d'empêchement temporaire du président.

## **TITRE IV**

### **MODALITÉS DE PRISE DE DÉCISION**

## **Article 7**

### *Dispositions générales*

Conformément aux dispositions de l'article 8G de la CCNU, la CPNE suit régulièrement les travaux de l'observatoire dont les résultats lui sont communiqués et valide ces travaux à la majorité des présents.

La CPNE ne peut valablement délibérer que si chaque collège compte au moins trois participants.

Ce quorum est également applicable aux séances du comité de pilotage de l'observatoire et des sections.

Les décisions de la CPNE, du comité de pilotage et de chaque section sont prises à la majorité absolue des présents.

Chaque représentant tant des représentations syndicales que des organisations patronales dispose de deux voix.

Pour les sujets spécifiques à l'un ou à l'autre des deux domaines d'activité, les voix de la délégation patronale non concernée sont divisées par deux et reportées sur le collège patronal dont relève la décision à prendre. La délégation patronale non concernée dispose des voix restantes.

En cas de désaccord entre les deux collèges, le président peut reporter l'examen de la décision en cause à une prochaine séance.

La CPNE ou le comité de pilotage de l'observatoire, réuni en plénière, s'engagent à tenir compte des décisions prises dans chaque « section » pour les sujets spécifiques à chaque branche.

Les votes ont lieu à bulletin secret lorsque au moins un participant le demande.

Pour ce faire, les bulletins de vote sont de couleurs différentes par collèges.

## TITRE V

### ADMISSION ET RADIATION

#### Article 8

##### *Admission d'une nouvelle organisation*

Toute organisation professionnelle patronale ou syndicale remplissant les conditions légales et réglementaires de représentativité au sein de la branche ports et manutention doit adresser à la présidence de la CPNE une demande écrite d'admission par lettre recommandée avec avis de réception.

La première réunion plénière entérinera l'admission de toute organisation remplissant les critères.

L'organisation est alors invitée en tant que membre de droit pour les réunions ultérieures.

Le nombre de représentants par collèges est adapté en conséquence.

#### Article 9

##### *Radiation d'une organisation*

Toute organisation ayant perdu sa représentativité est automatiquement radiée.

L'organisation concernée est informée de cette radiation, par la présidence de la CPNE, par lettre recommandée avec avis de réception.

Il en est pris acte lors de la première réunion plénière suivant la perte de représentativité.

Le nombre de représentants par collèges est adapté en conséquence.

## TITRE VI

### ADMINISTRATION DE LA CPNE ET DE L'OBSERVATOIRE

#### Article 10

##### *Convocation*

Les convocations sont adressées par courrier postal ou électronique au moins 10 jours avant chaque réunion à l'ensemble des organisations syndicales et patronales représentées au sein de la CPNE, du comité de pilotage de l'observatoire ou des sections.

#### Article 11

##### *Périodicité des réunions*

Le nombre minimal de réunions plénières de la CPNE est fixé à quatre par an, au rythme d'une réunion par trimestre.

Le comité de pilotage de l'observatoire et les sections se réunissent en fonction des besoins.

## **Article 12**

### *Relevés de décisions et publicité des travaux*

Les réunions plénières de la CPNE, du comité de pilotage et celles des sections font l'objet de relevés de décisions établis par la présidence ou les secrétaires et transmis avec l'ordre du jour de la réunion suivante pour adoption.

## **Article 13**

### *Avis de la CPNE*

La CPNE peut être amenée à rendre des avis sur des questions entrant dans son champ de compétence.

## **Article 14**

### *Moyens affectés à la CPNE et à l'observatoire*

Les moyens affectés à la CPNE, au comité de pilotage et aux sections sont fixés par accord de branche et/ou dans le cadre de conventions adoptées en réunion plénière.

## **Article 15**

### *Indemnisation des représentants des organisations syndicales participant aux réunions de la CPNE, du comité de pilotage et des sections*

Les conditions de participation, de rémunération et d'indemnisation des salariés qui participent aux réunions de la CPNE sont fixées par l'accord collectif du 14 mai 2014 révisant l'accord national du 7 janvier 2009 et son avenant du 19 novembre 2009 relatifs au droit d'absence et à la participation aux négociations collectives nationales.

Les modalités de défraiement des représentants des organisations syndicales qui participent aux réunions du comité de pilotage de l'OPMQ et de ses sections sont définies dans le cadre d'une convention conclue avec l'OPCA Transports.

## **TITRE VII**

### **SIÈGE ET SECRÉTARIAT**

## **Article 16**

### *Siège*

Le siège de la CPNE et son secrétariat sont fixés au 76, avenue Marceau, 75008 Paris. Ils peuvent être transférés en tout autre lieu sur décision prise en réunion plénière.

## **Article 17**

### *Secrétariat*

Le secrétariat de la CPNE et du comité de pilotage est assuré par l'organisation patronale dont relève le président. En cas de présidence exercée par le collège salariés, le secrétariat sera assuré par l'UNIM.

Le secrétariat de chaque section de l'observatoire est respectivement assuré par l'UNIM et l'UPF pour les compartiments qui les concernent.

## **TITRE VIII**

### **MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

## **Article 18**

### *Modalités de modification du règlement intérieur*

Le présent règlement intérieur peut être modifié par la CPNE en réunion plénière à la majorité des 3/4 des suffrages exprimés.

TITRE IX  
STATUT CONVENTIONNEL DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

**Article 19**

*Statut conventionnel*

Le présent règlement intérieur vient compléter les dispositions des articles 8F et 8G de la CCNU, dont il constitue une annexe.

Fait à Paris, le 14 mai 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

UNIM ;

UPF.

**Syndicats de salariés :**

FNPD CGT ;

CFE-CGC.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

---

## CONVENTIONS COLLECTIVES

### SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2014/42

#### CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
<b>Entreprises et exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, d'aviculture et CUMA (Seine-et-Marne), entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers (Ile-de-France) : avenant n° 162 du 29 septembre 2014 .....</b>	45
<b>Exploitations agricoles (Lot) : avenant n° 146 du 1<sup>er</sup> septembre 2014.....</b>	47
<b>Exploitations et entreprises agricoles de l'horticulture, pépinières, arboriculture, production de fruits et de champignons (Calvados) : avenant n° 2 du 23 septembre 2014 à l'accord du 25 septembre 2009 relatif à la prévoyance des salariés non cadres .....</b>	49

**Convention collective**

**IDCC : 8117. – ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS AGRICOLES  
DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE, D'AVICULTURE ET CUMA  
(Seine-et-Marne)  
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, RURAUX ET FORESTIERS  
(Ile-de-France)  
(12 février 1964)**

(Etendue par arrêté du 22 mars 1965,  
*Journal officiel* du 16 avril 1965)

---

**AVENANT N° 162 DU 29 SEPTEMBRE 2014**

NOR : AGRS1497326M

IDCC : 8117

Entre :

La FDSEA de Seine-et-Marne ;

La FRCUMA de Seine-et-Marne et d'Ile-de-France ouest ;

Le groupement des entrepreneurs de travaux agricoles de l'Ile-de-France,

D'une part et,

La CFTC-Agri ;

La section de Seine-et-Marne du SFPAAH CFDT ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 24 « Nourriture » de la convention collective sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Pour les salariés qui bénéficient de nourriture en accessoire du contrat de travail, son montant est fixé conformément au barème émis annuellement par la MSA et relatif à la détermination des avantages en nature. »

**Article 2**

Les dispositions de l'article 25 « Logement » de la convention collective sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Pour les salariés qui bénéficient d'un logement en accessoire du contrat de travail, son montant est fixé conformément au barème émis annuellement par la MSA et relatif à la détermination des avantages en nature. »



### **Article 3**

L'annexe IV de la convention collective est abrogée.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en quatre exemplaires à l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la DIRECCTE Ile-de-France.

Fait au Mée-sur-Seine, le 29 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 9461. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Lot)  
(6 mai 1969)**

(Etendue par arrêté du 10 octobre 1969,  
*Journal officiel* du 8 février 1970)

---

**AVENANT N° 146 DU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2014**

NOR : *AGRS1497328M*  
IDCC : 9461

Entre :

La FDSEA du Lot ;

La FDCUMA du Lot,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC du Lot ;

La FGTA FO du Lot ;

Le SGA CFDT du Lot,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Il est créé un avenant intitulé « Avenant n° 2 du 1<sup>er</sup> septembre 2014 à l'accord départemental du 7 octobre 2009 sur la mise en place d'un régime complémentaire frais de santé au profit des salariés agricoles, relevant dudit accord et non affiliés à l'AGIRC, des exploitations agricoles du Lot ».

Cet avenant modifie l'accord départemental du 7 octobre 2009 sur la mise en place d'un régime complémentaire frais de santé au profit des salariés non cadres des exploitations agricoles du Lot, mis en annexe VII à la convention collective.

Il est rédigé comme suit :

« Avenant n° 2 du 1<sup>er</sup> septembre 2014 à l'accord départemental du 7 octobre 2009 sur la mise en place d'un régime complémentaire frais de santé au profit des salariés agricoles, relevant dudit accord et non affiliés à l'AGIRC, des exploitations agricoles du Lot

**PRÉAMBULE**

Au vu des résultats du régime complémentaire frais de santé, les parties se sont rapprochées afin de convenir d'une révision des cotisations.

Les organisations signataires ont décidé de diminuer les cotisations des salariés ayant 6 mois d'ancienneté et plus, affiliés à titre obligatoire.

En conséquence, l'accord départemental du 7 octobre 2009 est modifié comme suit.

## Article 1<sup>er</sup>

### *Révision des cotisations*

Les cinq premiers alinéas du paragraphe 7.1 “Taux de cotisations et répartition” de l’article 7 “Cotisations” sont remplacés par les six alinéas suivants :

“Les cotisations sont établies sur la base de la législation de l’assurance maladie et de la réglementation sociale et fiscale en vigueur au moment de la conclusion du présent accord. En cas de modification des dispositions réglementaires ou législatives et/ou des bases de remboursement de la mutualité sociale agricole (MSA) entraînant une modification de tout ou partie des engagements de l’organisme d’assurance, les signataires de l’accord et l’organisme d’assurance s’engagent à réviser les cotisations et/ou les garanties, au plus tôt, à la date d’application par la MSA des dispositions et/ou des bases de remboursement nouvelles.

La cotisation mensuelle du présent régime de « remboursement complémentaire de frais de santé » est exprimée en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) et sera égale, pour les exercices 2015 et suivants, à :

– 0,74 % du PMSS.

Elle est répartie comme suit :

– 17,50 % à la charge de l’employeur, dans la limite de 5,50 € ;

– 82,50 % à la charge du salarié.”

## Article 2

### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil qui suit la publication au *Journal officiel* de son arrêté d’extension et, au plus tôt, le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

## Article 3

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l’extension, sera établi en un nombre suffisant d’exemplaires pour être déposé selon les formalités prévues à l’article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Cahors, le 1<sup>er</sup> septembre 2014. »

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 9142. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
DE L'HORTICULTURE, PÉPINIÈRES, ARBORICULTURE,  
PRODUCTION DE FRUITS ET DE CHAMPIGNONS**

**(Calvados)**

**(17 janvier 1991)**

(Etendue par arrêté du 19 mai 1992,  
*Journal officiel* du 2 juin 1992)

**AVENANT N° 2 DU 23 SEPTEMBRE 2014**

**À L'ACCORD DU 25 SEPTEMBRE 2009**

**RELATIF À LA PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES**

**NOR : AGRS1497327M**

Entre :

La FDSEA ;

Le syndicat des éleveurs de chevaux de sang de France ;

La FDCUMA ;

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes d'Ussy et du Calvados ;

Le syndicat des producteurs de fruits de Basse-Normandie ;

Le syndicat des producteurs de champignons du Calvados,

D'une part, et

Le SGA CFDT du Calvados ;

La CFTC-Agri ;

L'UD FO du Calvados ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions du 2 « Les salariés couverts » de l'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application » de l'accord sont remplacées par les suivantes :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à tous les salariés non cadres des entreprises visées au 1, sans condition d'ancienneté pour la garantie décès et à condition d'avoir une ancienneté continue de 6 mois et plus dans l'entreprise pour les autres garanties, à l'exclusion :

- des cadres ressortissant à la convention collective nationale du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire des cadres en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP et bûcherons-tâcherons ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles obligatoires.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert l'ancienneté requise. »

## **Article 2**

Le deuxième alinéa du 2 « Montant de l'indemnisation » de l'article 5 « Garantie incapacité permanente » est modifié comme suit :

« Le salaire mensuel brut retenu pour le calcul des prestations complémentaires (pension d'invalidité ou rente d'accident du travail) correspond à 1/12 des salaires bruts des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

## **Article 3**

Le quatrième alinéa du a « Montant » de l'article 6 « Garantie décès » est modifié comme suit :

« Le salaire annuel brut retenu pour calculer le montant du capital décès est celui correspondant au salaire brut des 12 derniers mois précédant le décès ou, le cas échéant, l'arrêt de travail pour maladie ou accident et ayant donné lieu à cotisations. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

## **Article 4**

Le troisième alinéa du 1 « Taux, assiette, répartition des cotisations » de l'article 8 « Cotisations » est modifié comme suit :

« Les cotisations décès sont dues dès le premier jour d'embauche. Les cotisations incapacité temporaire et permanente sont appelées après 6 mois d'ancienneté continus dans l'entreprise, l'ancienneté de 6 mois étant réputée acquise au premier jour du mois au cours duquel l'ancienneté de 6 mois est atteinte.

Les cotisations sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes : »

## **Article 5**

L'article 8 précité est complété par un 4 « Suspension du contrat de travail », rédigé comme suit :

« En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence.

Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur.

Au plus tard à la date de la suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu à complément de salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande auprès de l'organisme assureur et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante. »

## **Article 6**

L'article 8 précité est complété par un 5 « Portabilité », rédigé comme suit :

« Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 2 du 23 septembre 2014).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir à l'organisme gestionnaire, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention des prestations, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

#### **Article 7**

Le présent avenant entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application au 1<sup>er</sup> janvier 2015 si son arrêté d'extension est publié au *Journal officiel* avant le 31 décembre 2014 ou, à défaut, à compter du premier jour du mois civil suivant cette publication.

Les dispositions de l'article 6 du présent avenant relatives à la portabilité entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence.

#### **Article 8**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale du Calvados de la DIRECCTE de Basse-Normandie.

Fait à Caen, le 23 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### DISPOSITIONS LÉGALES SUR LA PORTABILITÉ

---

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.

---

Directeur de la publication : Yves Struillou

165140420-001114

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours

---